

## Colombie : la gauche au pouvoir pour la première fois

par Juan Manuel Morales

Les élections colombiennes de 2022 ont attiré l'attention des médias internationaux et ont été marquées par d'importants changements. Pourquoi ce scrutin diffère-t-il des précédents ? Tout d'abord, les Colombiens ont voté pour le changement en rejetant les partis traditionnels<sup>1</sup> et en plébiscitant deux candidats « antisystème »<sup>2</sup> pour le second tour. Gustavo Petro a finalement battu Rodolfo Hernández, devenant ainsi le premier président de gauche du pays<sup>3</sup>. Son parti – le Pacte historique – n'a pas réussi à emporter la majorité au Congrès, mais il possède le groupe parlementaire le plus important, une première pour un parti de gauche.

L'arrivée de la gauche au pouvoir est une nouveauté pour la Colombie car elle a toujours peiné à participer à la politique nationale<sup>4</sup>. Les deux partis élitistes historiques du pays – les libéraux et les conservateurs – ont alterné au pouvoir tout au long du xx<sup>e</sup> siècle<sup>5</sup>, mais leurs différences programmatiques se sont progressivement estompées et ils sont devenus des machines clientélistes<sup>6</sup>. Ce système bipartite a permis aux élites de protéger leurs privilèges et a abouti à la fermeture d'espaces de participation pour les mouvements aux tendances progressistes ou de gauche. Cette hégémonie bipartite a cédé sa place à la domination de la droite *uribista* durant les deux premières décennies du xxi<sup>e</sup> siècle<sup>7</sup>. Toutefois, l'*uribismo* n'a pas présenté de candidat à la dernière élection présidentielle pour la première fois en vingt ans. Les *uribistes* ont aussi recueilli moins de sièges au Congrès.

Contrairement à la plupart des pays de la région, la Colombie n'a jamais été gouvernée par des leaders populistes défendant des programmes inclusifs<sup>8</sup>. Pour sa part, la gauche a souvent

---

<sup>1</sup> Le Parti conservateur et le Parti libéral sont les deux partis historiques de la Colombie. A la suite des réformes constitutionnelles de 1991, d'autres partis se sont consolidés, notamment le Parti de l'Union pour le peuple, Changement radical et Centre démocratique.

<sup>2</sup> Les deux candidats qui ont disputé le second tour se sont présentés comme des outsiders et ont fortement critiqué le système politique et les politiciens traditionnels. Gustavo Petro – le candidat de la gauche vainqueur – a modéré son discours « antisystème » au second tour afin de rallier les électeurs du centre.

<sup>3</sup> Même si le pays a connu des présidents aux tendances progressistes dans le passé – comme les libéraux Alfonso López Pumarejo et Ernesto Samper Pizano (D. Bushnell, *Colombia : Una nación a pesar de sí misma, nuestra historia desde los tiempos precolombinos hasta hoy*, Bogota, Editorial Planeta, 2011) – Petro est le premier candidat de gauche et indépendant à gagner l'élection présidentielle.

<sup>4</sup> J. Duque Daza, « La oposición partidista en Colombia 2010-2018. Radicalización de derecha y confrontación de izquierda », *Forum. Revista Departamento de Ciencia Política*, n° 16, 2019, pp. 59-92 (<https://doi.org/10.15446/frdcp.n16.78258>).

<sup>5</sup> Les libéraux et les conservateurs ont créé le « Front national » en 1958 pour institutionnaliser cette alternance. Cet accord a été en vigueur jusqu'à 1974. Cependant, ces deux partis ont continué de monopoliser le pouvoir jusqu'en 2002.

<sup>6</sup> L. Wills Otero, « Analyzing the strategies for political action of Alvaro Uribe's government, 2002-10 », in J. P. Luna et C. Rovira Kaltwasser (dir.), *The Resilience of the Latin American Right*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2014, pp. 194-215 ; D. Raby, « Colombia as the linchpin of US hegemony in Latin America », in F. Dominguez, G. Lievesley et S. Ludlam (dir.), *Right-Wing Politics in the New Latin America : Reaction and Revolt*, Londres, Zed, 2011, pp. 78-95.

<sup>7</sup> L'*uribismo* est le mouvement politique formé autour de l'ancien président Alvaro Uribe. Ce mouvement a gagné quatre élections présidentielles dans les vingt dernières années (2002, 2006, 2010 et 2018).

<sup>8</sup> M. Urrutia, « On the absence of economic populism in Colombia », in R. Dornbusch et S. Edwards (dir.), *The Macroeconomics of Populism in Latin America*, Chicago, Londres, University of Chicago Press, 1991, pp. 369-391 ; A. M. Bejarano, « Politicizing insecurity : Uribe's instrumental use of populism », in C. de la Torre

été contrainte d'opérer dans la clandestinité et a occasionnellement formé des guérillas. Ces armées de gauche ont été qualifiées par l'Etat colombien d'« ennemis internes ». En conséquence, de nombreux politiciens et militants de gauche ont été assassinés ou ont dû fuir le pays<sup>9</sup>. D'autre part, les exactions commises par les guérillas à l'encontre de la population ont favorisé l'émergence de forces de droite aux tendances autoritaires. Ces forces et leur leader – l'ancien président Alvaro Uribe – ont joué un rôle prépondérant dans la politique du pays au cours du XXI<sup>e</sup> siècle. Cela a eu un impact négatif sur la participation des mouvements de gauche à la démocratie colombienne.

Le principal clivage politique du XXI<sup>e</sup> siècle en Colombie s'est structuré autour du conflit interne qui met aux prises l'Etat et les guérillas de gauche depuis 1964<sup>10</sup>. Ce clivage a opposé d'un côté les *uribistas* et autres partisans d'une réponse militaire au conflit, et de l'autre les défenseurs d'une solution négociée. La centralité du conflit dans la politique colombienne a relégué au second plan des débats relatifs, par exemple, au rôle de l'Etat et du marché dans l'organisation de la société. La démobilisation des Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc) en 2016 semble avoir ouvert un espace politique pour la consolidation de la gauche démocratique dans le pays. En effet, le discours accusant les partisans de la gauche d'être des collaborateurs de la guérilla n'est plus crédible. En conséquence, des acteurs politiques de gauche traditionnellement marginalisés ont commencé à jouer un rôle central dans le système politique du pays.

Dans ce contexte, l'élection de Gustavo Petro – ancien guérillero<sup>11</sup> et leader d'une coalition de gauche<sup>12</sup> – est assez significative. Deux tours ont été nécessaires pour désigner le nouveau président<sup>13</sup>. Au premier tour, le 29 mai 2022, il a obtenu 40,34 % des voix. L'entrepreneur « antisystème » Rodolfo Hernández<sup>14</sup> est arrivé deuxième avec 28,17 %, et le candidat de la droite et des partis traditionnels, Federico Gutiérrez, troisième avec 23,94 %. Le 19 juin 2022, avec 50,44 % des suffrages, Gustavo Petro est devenu président de la Colombie pour la période 2022-2026.

---

et C. J. Arnson (dir.), *Latin American Populism in the Twenty-First Century*, Washington, Woodrow Wilson Center Press, 2013, pp. 323-350.

<sup>9</sup> Voir par exemple les assassinats des candidats présidentiels dans les années 1990 (« Los hombres que tenían todo para ser presidentes y fueron asesinados en tiempos de la Constitución del 91 », *Noticias RCN*, 4 juillet 2021) ou l'extermination de l'Union patriotique (K. J. Martínez Jiménez, « Las prácticas genocidas y los crímenes contra la humanidad en Colombia : el caso de la Unión Patriótica y los líderes sociales en el postacuerdo », *Revista de la Facultad de Derecho y Ciencias Políticas*, Vol. 51, n° 135, 2021, pp. 489-516, <https://doi.org/10.18566/rfdcp.v51n135.a09>).

<sup>10</sup> O. Barrera, A. Leiva, C. Martínez-Toledano, A. Zúñiga-Cordero, « Inégalités sociales, identités et structures des clivages politiques en Argentine, au Chili, au Costa Rica, en Colombie, au Mexique et au Pérou, 1952-2019 », in A. Gethin, C. Martínez-Toledano et T. Piketty (dir.), *Clivages politiques et inégalités sociales : une étude de 50 démocraties (1948-2020)*, Paris, EHESS/Gallimard/Seuil, 2021, pp. 439-483.

<sup>11</sup> Gustavo Petro – originaire d'une petite ville de la région de la Caraïbe colombienne – faisait partie de la guérilla M-19 dans les années 1980. Après la démobilisation de ce groupe dans les années 1990, il a commencé à s'engager dans la politique colombienne. Il a été élu maire de Bogota – capitale et plus grande ville du pays – en 2014. Il a aussi été élu député deux fois (2006 et 2018) et été candidat à la présidentielle à trois reprises (2010, 2018 et 2022).

<sup>12</sup> Le Pacte historique a été créé en 2021 par différents mouvements progressistes et de gauche.

<sup>13</sup> Alvaro Uribe a été le seul candidat à gagner l'élection au premier tour, en 2002 et en 2006.

<sup>14</sup> Bien qu'il se soit présenté comme un outsider « antisystème », Rodolfo Hernández a obtenu le soutien d'importants secteurs des élites économiques et politiques quand il a fait face à Gustavo Petro au second tour. Il a été élu maire de Bucaramanga (2016-2019) et député pour une autre ville de la province de Santander (1990-1996).

**Tableau 2**  
**Résultats de l'élection présidentielle de 2022 en Colombie**

Candidat	Mouvement	Premier tour		Second tour	
		Voix	%	Voix	%
Gustavo Petro	Pacte historique (gauche)	8 541 617	40,34 %	11 291 986	50,44 %
Rodolfo Hernández	Ligues des gouvernants anti-corruption (droite, outsider)	5 965 335	28,17 %	10 604 337	47,31 %
Federico Gutiérrez	Equipe pour la Colombie (droite, soutenu par les partis traditionnels)	5 069 448	23,94 %		

Sources : Données tirées du *Registraduría nacional del estado civil de Colombia*

En sus de la démobilisation des Farc, d'autres arguments ont été avancés pour expliquer la montée de la gauche, notamment les réformes politiques de 1991<sup>15</sup>, le très bas niveau de popularité du président sortant Iván Duque<sup>16</sup> et les difficultés économiques et sociales rencontrées par de larges secteurs de la population<sup>17</sup>.

Les deux candidats au second tour se sont présentés comme des options « antisystème » et ont largement critiqué la classe politique traditionnelle. La droite *uribista* et les partis traditionnels ont essuyé une sévère défaite. Gustavo Petro a attaqué les élites colombiennes et a plaidé pour un rôle plus actif de l'Etat dans la société. Pour sa part, Rodolfo Hernández a critiqué les politiciens traditionnels, estimant que la corruption dans le secteur public était le plus gros problème de la Colombie<sup>18</sup>.

Ni *l'uribismo* ni les partis traditionnels n'ont présenté leur propre candidat à l'élection présidentielle<sup>19</sup>. *L'uribismo* a donné son soutien au premier tour à Federico Gutiérrez et au second à Rodolfo Hernández. Après la victoire de Gustavo Petro, le Centre démocratique – le parti d'Uribe – s'est déclaré en opposition au gouvernement.

Les partis traditionnels ont adopté la même stratégie électorale initiale, mais la plupart se sont ralliés à Gustavo Petro après sa victoire. Cet appui implique qu'ils soutiendront par leur vote les projets soumis par le gouvernement au Congrès. Par ailleurs, ils se verront octroyer des postes dans différents services de l'Etat. Cet appui est crucial car en dépit de leurs mauvais résultats à l'élection présidentielle, les partis traditionnels demeurent très influents au Congrès et le gouvernement n'a d'autres choix que de former des alliances avec eux pour faire avancer ses projets.

<sup>15</sup> L. Gamboa Gutiérrez, « El reajuste de la derecha colombiana. El éxito electoral del uribismo », *Colombia Internacional*, n° 99, 2019, pp. 187-214 (<https://doi.org/10.7440/colombiaint99.2019.07>).

<sup>16</sup> Président de la Colombie pour le Centre démocratique – parti de droite – entre 2018 et 2022. M. Velásquez Loaiza, S. Jiménez Valencia, « La Colombie que deja Iván Duque : desafíos, fracasos y logros », CNN, 6 août 2022 (<https://cnnespanol.cnn.com/2022/08/06/colombia-deja-ivan-duque-violencia-desafios-logros-orix/>).

<sup>17</sup> D. Pécaut, « Entre polarización política y protesta social », *Análisis Político*, Vol. 34, n° 102, 2021, pp. 175-189 (<https://doi.org/10.15446/anpol.v34n102.99940>).

<sup>18</sup> Toutefois, Rodolfo Hernández est visé par une enquête criminelle pour des actes de corruption commis lorsqu'il était maire de Bucaramanga.

<sup>19</sup> Bien que la plupart des candidats aient des liens avec les partis traditionnels, ils se sont présentés aux élections comme candidats indépendants. Le candidat officiel pour *l'uribismo* – Óscar Iván Zuluaga – n'a pas réussi à obtenir de bons résultats dans les sondages. Il a fini par abandonner la compétition avant le premier tour.

**Tableau 3**  
**Principaux partis et coalitions au Sénat**  
**et à la Chambre des députés en Colombie**

Parti/coalition	Elus : Sénat/Chambre
Pacte historique (parti du gouvernement)	16/27
Parti libéral	15/32
Parti conservateur	16/25
Changement radical	11/16
Centre démocratique	14/16
Alliance verte et Centre de l'espoir	14/11
Parti de l'union pour le peuple	10/15
Force alternative révolutionnaire commune (ex-Farc)*	5/5
* Les Farc se sont vu accorder un nombre fixe de sièges en application des accords de paix. Source : Données tirées du <i>Registraduría nacional del estado civil de Colombia</i>	

En définitive, Gustavo Petro a réussi à négocier des alliances avec les partis traditionnels, s'octroyant ainsi des marges de manœuvre pour engager ses réformes progressistes, parmi lesquelles la construction d'une paix « totale », l'extension de l'accès au système de santé, à l'éducation et à la retraite, la fiscalité et la réduction de la dépendance du pays aux revenus tirés de l'exploitation pétrolière. Toutefois, ces alliances avec les partis traditionnels se basent sur une conception transactionnelle de la politique qui a été très critiquée par Rodolfo Hernández et par Gustavo Petro lui-même durant la campagne. Pour autant, le nouveau gouvernement a incorporé des secteurs traditionnellement marginalisés de la société colombienne. En effet, Francia Márquez<sup>20</sup> est devenue la première vice-présidente noire du pays. De plus, des représentants des communautés noires et autochtones, ainsi que des membres de groupes progressistes et de gauche ont été nommés à des postes importants au sein du gouvernement.

Les promesses de justice sociale de Gustavo Petro ont suscité de fortes attentes dans le pays. Reste à voir s'il parviendra à mettre en œuvre le programme de gouvernement défendu pendant sa campagne. Le contexte de récession économique mondiale et le fort taux d'endettement du pays pourraient mettre à mal le financement de ses programmes sociaux ambitieux.

<sup>20</sup> Francia Márquez a été activiste pour la défense de l'environnement et les communautés noires pendant plusieurs années.

**Pour citer ce chapitre :** Juan Manuel Morales, « Colombie : la gauche au pouvoir pour la première fois », in O. Dabène (dir.), *Amérique latine. L'année politique 2022/Les Etudes du CERI*, n° 264-265, janvier 2023 [en ligne : [www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude](http://www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude)].